CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n° 27.070 du 8 mai 2009
dans l'affaire x / III

En cause : x

Domicile élu : x
contre :

L'Etat belge, représenté par la Ministre de la Politique de Migration et d'Asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 13 mars 2009 par x, qui se déclare de nationalité sierra léonaise et qui demande la suspension et l'annulation de « la décision de l'Office des Etrangers du 23/07/2008, [lui] notifiée le 14/02/2009 et de l'ordre de quitter le territoire endéans les 30 jours après la notification ».

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite « la loi » ci-après.

Vu la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 7 avril 2009 convoquant les parties à comparaître le 8 mai 2009.

Entendu, en son rapport, Mme V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me D. PICCININNO, avocate, qui comparait pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS loco Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparait pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRÊT SUIVANT :

1. Les faits pertinents de la cause

1.1. Le requérant a déclaré être arrivé en Belgique le 1^{er} mars 2000. En date du 10 mars 2000, il a introduit une demande d'asile qui s'est clôturée par une décision confirmative de refus de séjour prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides le 12 avril 2001. Par un arrêt n°121.401 du 4 juillet 2003, le Conseil d'Etat a rejeté la demande en suspension et le recours en annulation introduits à l'encontre de cette décision.

1.2. Par un courrier daté du 11 juin 2002, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la loi qui s'est clôturée par une décision d'irrecevabilité, assortie d'un ordre de quitter le territoire, prise par la partie défenderesse le 17 juillet 2003 et lui notifiée le 1^{er} août 2003. Par un arrêt n°163.062 du 3 octobre 2006, le Conseil d'Etat a rejeté le recours initié par le requérant à l'encontre de cette décision.

1.3. Par un courrier daté du 21 août 2003, le requérant a introduit une seconde demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la loi.

Cette demande a été déclarée irrecevable par la partie défenderesse par une décision du 9 septembre 2004, assortie d'un ordre de quitter le territoire et lui notifiée le 30 septembre 2004. Le 27 octobre 2004, le Conseil d'Etat a rendu un arrêt n°136.745 rejetant le recours en extrême urgence introduit contre cette décision.

1.4. Par un courrier daté du 17 décembre 2004, le requérant a introduit une troisième demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la loi. Cette demande s'est clôturée par une décision d'irrecevabilité, assortie d'un ordre de quitter le territoire, prise par la partie défenderesse le 22 octobre 2007 et lui notifiée le 5 décembre 2007.

Le 3 juillet 2008, le Conseil de céans a rendu un arrêt n°13.670 annulant ladite décision.

1.5. Le 23 juillet 2008, la partie défenderesse a pris une nouvelle décision d'irrecevabilité de la demande du requérant introduite le 17 décembre 2004. Cette décision, lui notifiée le 14 février 2009, constitue l'acte attaqué, et est motivée comme suit :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle. »

L'intéressé invoque des craintes de persécutions en cas de retour dans son pays d'origine en raison de la situation de violence généralisée en Sierra Leone. Il en réfère également au respect de l'article 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. Mais notons que l'intéressé n'établit pas en quoi un retour temporaire en Sierra Leone constituerait un danger pour sa vie, sa liberté et son intégrité physique. Alors qu'il est demandé au requérant d'étayer ses assertions (CE – n°97866, 13/07/2001). De plus, notons que le dernier rapport d'Amnesty International (2008) fait état d'une situation générale stabilisée dans le pays. Dès lors, et en l'absence de tout élément permettant de croire qu'il serait difficile voire impossible pour le requérant de regagner temporairement son pays d'origine, cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle rendant difficile ou empêchant le retour au pays d'origine.

Le requérant invoque les articles 7 et 14 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques, prescrivant que « Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » (art.7) et l'égalité « devant les tribunaux et les cours de justice » et le respect des règles procédurales (art. 14). D'une part, le simple fait d'ordonner l'éloignement du territoire ne constitue pas un traitement inhumain et dégradant. D'autre part, le fait d'inviter le requérant à lever l'autorisation de séjour requise au pays d'origine n'est en rien une mesure contraire à ces articles. En effet, ce qui est demandé au requérant est de se conformer à la législation en la matière. Cet élément ne constitue donc pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour au pays d'origine.

L'intéressé invoque à titre de circonstance exceptionnelle des craintes de persécutions en raison des éléments exposés dans le cadre de sa demande d'asile. Mais notons que ces éléments ont déjà fait l'objet d'un rejet de la part des autorités compétentes en matière d'asile. Le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides a mis en doute la nationalité du requérant et la crédibilité même son récit (sic). Le Conseil d'Etat a par ailleurs confirmé cette décision. Dès lors, en l'absence de tout nouvel élément, il ne saurait s'agir d'une circonstance exceptionnelle rendant difficile ou empêchant le retour au pays d'origine.

Le demandeur invoque également comme circonstance exceptionnelle son intégration, étayée entre autres par des attestations de formations suivies (cours de langue, formation professionnelle), sa participation à des activités associatives et ses attaches sociales. Rappelons que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9, alinéa 3 de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non pas à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on ne s'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. Il en résulte que la longueur du séjour et l'intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles (CE – n°100223, 24/10/2001). L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays de résidence ou de séjour à l'étranger (CE – n°112863, 26/11/2002).

Concernant les références à la loi du 22/12/1999 sur la régularisation de certaines catégories d'étrangers, les requérants n'ont pas à faire appel à l'application de celle-ci, étant donné que ladite loi du 22/12/1999 relative à la régularisation de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume vise des situations différentes (CE – n°100223, 24/10/2001). En effet, on ne saurait confondre les critères de régularisation prévus par la loi du 22/12/1999, opération exceptionnelle et ce jour unique, avec ceux de l'application quotidienne de l'article 9 alinéa 3 de la loi du 15/12/1980.

Le demandeur invoque l'impossibilité pour lui d'aller quérir les autorisations requises auprès du poste diplomatique belge au Sierra Leone, arguant du fait de l'absence d'une représentation diplomatique belge dans son pays. Signalons que l'ambassade belge en charge des ressortissants du Sierra Leone se situe à Abidjan (Côte d'Ivoire), et que l'absence d'ambassade belge au Sierra Leone ne dispense pas le demandeur d'introduire sa demande à Abidjan comme tous les ressortissants de son pays et de se conformer à la législation en vigueur en matière d'accès au territoire belge. Or le demandeur n'explique pas en quoi sa situation empêcherait de procéder comme les autres citoyens Sierra Léonais. Aucune circonstance exceptionnelle n'est établie.

Quant au désir de travailler de l'intéressé, signalons qu'il n'a pas été autorisé à exercer une quelconque activité lucrative, étant donné qu'il n'est pas titulaire de l'autorisation de travail requise. Cet élément ne constitue donc pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire au pays d'origine.

Enfin, l'impossibilité d'obtenir un document de voyage ne peut constituer une circonstance exceptionnelle car l'intéressé n'apporte aucune preuve de démarche effectuée en ce sens et d'un éventuel refus de la part des autorités compétentes de son pays d'origine de lui délivrer ce document alors qu'il lui incombe d'apporter les preuves de ses assertions (CE - n°97866, 13/07/2001).

Quant au fait qu'il n'ait jamais commis de délit ou de faute, cet élément ne constitue pas raisonnablement une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire vers le pays d'origine étant donné que ce genre de comportement est attendu de tout un chacun et qu'il s'agit même d'une condition nécessaire à quelque autorisation de séjour que ce soit. Soulignons toutefois que le fait de résider illégalement en Belgique constitue une infraction à la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. ».

2. Le recours

Le requérant prend un **moyen unique** « de la violation du principe de la bonne administration, de l'absence de motivation ou de la motivation adéquate (loi du 29/07/1991), de l'excès de pouvoir et de l'abus contraire à l'article 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et du manque d'appréciation ».

Il rappelle que « la décision du 22/10/2007 a été annulée et ce, en raison du manque de motivation dans le sens où elle ne tient aucunement compte de la situation de [son] pays d'origine » et estime qu'en ce que la décision se réfère au dernier rapport d'Amnesty International, elle est en totale contradiction avec le rapport du SPF Affaires Etrangères, celui-ci mentionnant entre autres que les voyages en Sierra Leone sont déconseillés. Il ajoute « qu'en faisant état d'un rapport qui est contredit par elle-même, la partie adverse est en défaut d'avoir analysé, en tous les cas de manière adéquate, la situation de [son] pays d'origine avant de prendre la décision attaquée ».

Le requérant soutient également que la situation générale en Côte d'Ivoire l'empêche de faire un déplacement dans ce pays, comme cela ressort par ailleurs de l'avis du SPF Affaires Etrangères.

3. Discussion

A titre liminaire, le Conseil constate qu'en tant qu'il est pris de la violation « du principe de la bonne administration, de l'excès de pouvoir et de l'abus contraire à l'article 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme », le moyen est irrecevable à défaut pour le requérant de préciser de quel principe de bonne administration il entend se prévaloir, en quoi la partie défenderesse aurait excédé ses pouvoirs et aurait méconnu l'article 3 de la Convention précitée.

3.1. Pour le surplus, le Conseil entend rappeler que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs, conformément à une jurisprudence constante du Conseil d'Etat (voir, notamment, CE n° 87.974 du 15 juin 2000). Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

3.2. En l'espèce, le Conseil observe, à la lecture de la décision entreprise, qu'en mentionnant que « l'intéressé n'établit pas en quoi un retour temporaire en Sierra Leone constituerait un danger pour sa vie, sa liberté et son intégrité physique. (...) De plus, notons que le dernier rapport d'Amnesty International (2008) fait état d'une situation générale stabilisée dans le pays », la partie défenderesse, a, cette fois, pris en compte l'argument développé par le requérant dans sa demande d'autorisation de séjour et relatif à la situation générale en Sierra Leone. Ce faisant, la partie défenderesse a pris la décision entreprise en corrigeant l'irrégularité relevée par le Conseil de céans dans son arrêt n°13.670 du 3 juillet 2008 et affectant sa précédente décision d'irrecevabilité de la demande du requérant.

Par ailleurs, quant au document fourni pour la première fois par le requérant en termes de recours, à savoir l'avis du SPF Affaires Etrangères intitulé « Conseils aux voyageurs SIERRA LEONE », le Conseil rappelle d'une part, que l'autorité administrative ne peut statuer que sur la base des éléments qui lui sont soumis et qui sont portés à sa connaissance et que, d'autre part, la légalité d'un acte administratif doit s'apprécier en fonction des éléments dont l'autorité administrative a connaissance au moment où elle statue, de telle manière qu'il ne peut lui être reproché de n'avoir pas pris en compte les documents produits postérieurement à la date de la prise de la décision litigieuse, en l'espèce en annexe de la requête introductive d'instance.

Il appartenait au requérant, s'il l'estimait nécessaire, d'actualiser sa demande en fonction de la situation prévalant actuellement en Sierra Leone et non de se limiter aux éléments invoqués dans sa demande initiale du 17 décembre 2004, soit plus de 4 ans auparavant.

A titre surabondant, le Conseil relève que l'avis du SPF déconseille les voyages non essentiels en Sierra Leone mais n'affirme nullement qu'il serait impossible aux ressortissants sierra léonais de regagner leur pays d'origine.

Quant à l'argumentaire développé par le requérant sur la situation générale qui prévaut en Côte d'Ivoire, la même remarque s'impose. Ce dernier se prévaut à nouveau d'un avis du SPF Affaires Etrangères intitulé « Conseils aux voyageurs COTE D'IVOIRE » qui n'a pas été soumis à la connaissance et à l'appréciation de la partie défenderesse en manière telle qu'il ne peut lui être reproché de ne pas l'avoir pris en considération.

3.3. Partant, le moyen unique n'est pas fondé

4. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

6. En ce que le requérant sollicite le bénéfice de l'assistance judiciaire, force est de constater que dans l'état actuel de la réglementation, le Conseil n'a aucune compétence pour imposer des dépens de procédure, et par conséquent, pour octroyer le bénéfice de l'assistance judiciaire. Partant, la demande du requérant à cet égard est irrecevable.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique

La demande de suspension et la requête en annulation sont rejetées.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le huit mai deux mille neuf par :

Mme V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers,

Mme M. WAUTHION, greffier assumé.

Le Greffier,

Le Président,

M. WAUTHION.

V. DELAHAUT.